

LE PAYSAN, LE COMMERCANT ET L'ETAT : LES INEGALITES DE L'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE DANS UNE REGION CAFEIERE (MEXIQUE)

Cécile BERNARD

Agronome, Casa Velasquez, Séville, Espagne

Odile HOFFMANN

Géographe, ORSTOM, Département M.A.A., Paris, France

La crise alimentaire qui affecte aujourd'hui la plus grande partie de la population mexicaine à des degrés divers a en fait débuté dès 1970 dans de nombreuses régions rurales de paysannerie traditionnelle. Face aux mouvements de revendication paysanne de la fin des années 1970 et après une répression souvent violente, l'Etat tente de mettre en place des structures susceptibles d'améliorer les conditions de la production paysanne et de sa commercialisation.

Dans le domaine de l'approvisionnement alimentaire, un nouvel élan est donné à une institution créée en 1965, la CONASUPO (Compañía nacional de subsistencias populares). Cet organisme est le principal instrument de l'Etat pour intervenir sur la prévention et la régulation de la crise alimentaire : prix de garantie des produits alimentaires (tortillas, conditionnement du lait), monopole des importations de grain (M. Durand 1987). Sous la présidence de J. Lopez Portillo (1976-82), le problème est abordé de façon plus globale avec le "plan d'action pour les groupes et les zones marginalisées" (COPLAMAR 1977), destiné aux zones rurales reculées. La Banque mondiale finance conjointement la création de 6 000 magasins ou boutiques distribuant les aliments à des prix subventionnés.

Dans un environnement agricole dominé par une culture d'exportation, par quels moyens un paysan peut-il faire face à la crise et s'assurer une relative sécurité alimentaire ? En quoi la différenciation intrarégionale se traduit-elle dans les stratégies paysannes face à l'approvisionnement alimentaire, notamment par des transformations des systèmes de production vivrière ? L'intervention de l'Etat est-elle une réponse satisfaisante et à quel prix, économique et politique, en zone haute et en zone caféière ? Quelles sont les nouvelles relations qui s'établissent alors avec les acteurs traditionnels dans la région que sont les commerçants et négociants en produits agricoles ?

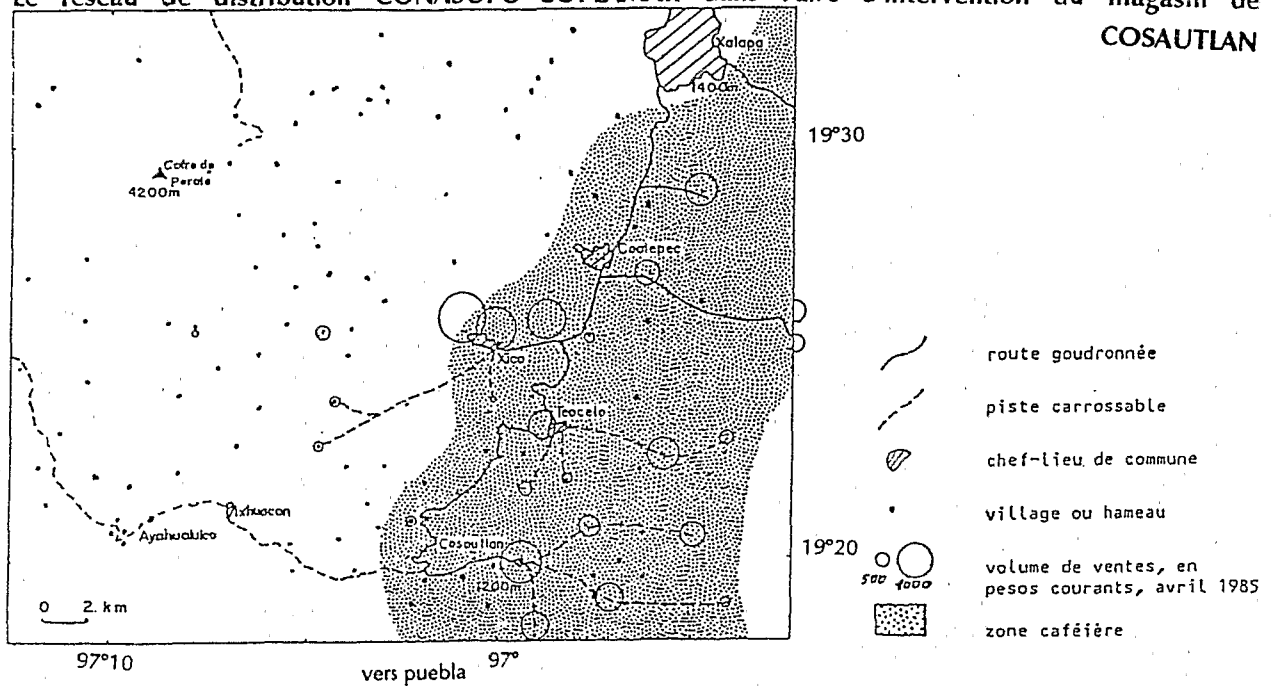
1 - Les réseaux de distribution : répartition spatiale des boutiques

Le volet "commercialisation" de la CONASUPO est très réduit dans la région, qui ne produit pas, ou pas assez de haricot, sucre, riz et maïs, ce dernier étant en général importé des Etats-Unis. De même les activités régionales de transformations se réduisent à une entreprise de pasteurisation et conservation du lait (LICONSA). Dans la distribution en ville, la participation de la CONASUPO prend la forme de crédits fournis à des groupes ou des particuliers : grands magasins CONASUPER, boutiques CONASUPO et association avec des commerçants en ville (programme IMPECSA, Impulsora del pequeño Comercio SA, filiale de CONASUPO). L'installation de boutiques rurales est quant à elle sujette à l'organisation de la communauté (village ou hameau). CONASUPO établit un contrat avec un groupe solidaire qui s'organise en un "comité de boutique", avec des assemblées mensuelles obligatoires pour tous les associés, et un système de contribution financière et en travail.

- La partie haute à l'ouest, sur les versants du Cofre de Perote, est presque entièrement dépourvue de boutiques rurales. Vers le sud, il est curieux de noter que même les localités bien

desservies, le long de la piste qui passe par Ixhuacan et Ayahualulco et proches du magasin de Cosautlan, n'abritent pas de boutiques CONASUPO-COPLAMAR.

Le réseau de distribution CONASUPO-COPLAMAR dans l'aire d'intervention du magasin de COSAUTLAN



Le taux de couverture du programme CONASUPO-COPLAMAR est d'environ 40 à 50 % à Cosautlan et Xico (nombre de chefs de famille participant au nombre total de familles), et plus faible dans les autres municipes de la zone caféière (20 % à Teocelo) où la population rurale est plus groupée dans des bourgs bénéficiant des programmes IMPECSA. Il est insignifiant en zone haute

dans le réseau de commercialisation empêche l'établissement de véritables petits monopoles et soumet le petit commerce à des règles élémentaires de concurrence.

Par ailleurs, cette zone caféière est relativement bien "quadrillée" par les organismes officiels d'une part (les différents ministères, les syndicats officiels, les institutions de développement, les banques...) par les organisations paysannes

elle remet en cause le statut de monopole du commerce qu'ils détiennent le plus souvent. Les moyens ne leur manquent pas pour imposer leurs vues, qui peuvent aller de la non-embauche en période de travail à la non-assistance en cas de problème, en passant par d'éventuelles pressions politiques.

Tout se passe comme si les intervenants dans le réseau de commercialisation s'étaient partagés l'espace, la CONASUPO-COPLAMAR ne s'implantant que là où les réseaux traditionnels, de type clientéliste, lui en laissaient l'autorisation. Le contrôle économique et social de la population est encore très fort et personnalisé dans la sierra, alors que dans la zone caféière il est plus diffus et laisse des espaces d'initiative pour l'organisation collective.

2 - Les conditions d'approvisionnement CONASUPO et les conséquences pour les systèmes de production.

Les conditions d'approvisionnement

Une étude rapide a été menée en 1985-86 sur les deux critères qui prétendent garantir l'avantage des boutiques CONASUPO sur le commerce traditionnel : la disponibilité en produits de base (maïs, haricot, sucre, riz) et leurs prix.

L'étude des fluctuations mensuelles de marchandises fournies par le magasin régional de Cosautlan aux boutiques rurales montre que la variation la plus importante concerne l'approvisionnement en maïs. D'un volume mensuel moyen de 150 tonnes en début d'année, il passe à 340 tonnes en octobre (soit 18 kg par semaine et par famille si l'on ne compte que les adhérents) pour chuter brusquement à 50 tonnes en novembre. Ce pic d'octobre est directement lié au cycle cultural du maïs, dont la récolte débute en novembre. D'autre part le mois d'octobre marque la fin de la période de "la goyave", quand le travail vient à manquer et que les réserves de l'année précédente sont depuis longtemps épuisées, de même que les économies accumulées lors de la cueillette du café. Tous vont

de l'inflation (80 %). Ces augmentations furent une attaque souvent intolérable au pouvoir d'achat du petit paysan dont le salaire journalier n'augmentait que de 60 % pendant cette même période, et l'on revit les paysans des villages des hauteurs manger "des tortillas avec du sel" pour tout repas, comme le faisaient leurs parents aux pires temps de la Révolution. A cela vinrent s'ajouter les pénuries, 6 mois durant en 1985 pour le maïs et le sucre. Quant au haricot, les prix s'élevèrent brutalement, mais restèrent deux à trois fois moindres dans les boutiques CONASUPO que chez les privés. Les commerçants en profitèrent et l'on vit reparaître des phénomènes de rétention et de pénurie fictive, de spéculation et d'usure comme dans les années 1940 (cf. A. Beaumont 1988).

Mauvais approvisionnement et hausse des prix des produits de base, ces critiques régulières contre la CONASUPO se justifiaient pleinement en 1985. Mais toutes les années ne sont pas aussi noires et, pour évaluer les véritables contraintes d'approvisionnement qui pèsent sur le paysan, il est nécessaire d'aborder conjointement l'étude des conditions de production : qui produit encore du maïs, où et pourquoi ?

Cultures vivrières et stratégies paysannes

La culture du maïs est réalisée entièrement manuellement à la houe, au pic ou à la pelle, et requiert environ 100 journées de travail par hectare, principalement concentrées pendant les pluies de printemps. Et c'est à cette même époque qu'il faut désherber, fertiliser, et replanter les caféiers. Le coût d'opportunité du travail consacré au maïs est donc loin d'être nul, qu'il s'agisse du producteur de café ou du journalier agricole des hauteurs. La productivité du travail dégagée avec la culture de maïs est tout juste égale au salaire minimum journalier, les années de bonne récolte (2 tonnes de grain par hectare), alors qu'elle est trois fois supérieure avec le café en 1987 (*, cf. Bernard 1988). Quels sont les intérêts des différents paysans à investir dans une culture si coûteuse ? La mise en place des magasins CONASUPO a-t-elle modifié les stratégies paysannes, en zone caféière comme en zone haute ?

la culture de maïs requiert un investissement élevé en travail et en engrais en début de cycle, juste après la récolte du café quand les paysans disposent de liquidités. La production de maïs permet donc une redistribution des revenus de la caféiculture sur 6 mois, durée du cycle maïs.

Dans les **exploitations caféières familiales patronales**, les travaux culturaux sont entièrement réalisés par des journaliers. Le coût de production du maïs est alors supérieur à son prix d'achat à la CONASUPO. Les qualités gustatives du maïs "criollo" ainsi que les valeurs culturelles et symboliques traditionnellement liées à la plante de maïs sont suffisamment importantes pour que certains producteurs louent une parcelle à un prix élevé (jusqu'à 30 % de la récolte), ou consacrent une de leurs propres parcelles au maïs alors qu'ils n'ont plus d'autre espace disponible pour la plantation de café. Le maïs devient alors paradoxalement une production de luxe.

La culture du maïs est plus fréquente dans les exploitations de grande taille. 70 % des producteurs de plus de 5 ha, cultivent du maïs, alors que cette proportion passe à 40 % pour les producteurs de moins de 5 ha. (d'après l'enquête réalisée en 1981 à Cosautlan par l'association Fomento cultural y

Conclusion

Dans la région centre du Veracruz, on peut identifier deux "systèmes spatiaux d'approvisionnement" tant les conditions diffèrent entre les hauteurs : production de maïs et approvisionnement assuré par les commerçants privés, et les bas : production de café et réseau dense de boutiques subventionnées. En effet l'Etat, dans le cadre du programme CONASUPO-COPLAMAR, a concentré ses moyens sur la zone de production de café, préservant ainsi un paysannat plus dynamique économiquement et plus fragile politiquement. Il a négligé la zone de production de maïs, préservant ainsi un paysannat plus dynamique économiquement et plus fragile politiquement. Il a négligé la zone de montagne pourvoyeuse en main d'oeuvre où la situation de la paysannerie est pourtant plus critique, laissant aux commerçants et caciques locaux le contrôle de l'approvisionnement. Il y a comme une alliance objective entre les principaux acteurs qui se sont en quelque sorte répartis la région.

Mais au-delà du souci de l'Etat de respecter les équilibres politiques locaux, des enjeux macro-économiques entrent en ligne de compte. En effet à l'échelle nationale, la production en vivriers (maïs, haricot, riz, piment) réalisée par la petite

opérations comme la distribution de "bons pour tortillas" en 1987-88. Il est en effet difficile à l'Etat d'abandonner ce secteur, qui permet le maintien d'une population rurale au seuil d'infsubsistance, et qui, en ville, contient les revendications qui éclatent ailleurs sous forme d'"émeutes de la faim".

Bibliographie

BARTRA (A) -1985- Los herederos de Zapata. Movimientos campesinos posrevolucionarios en Mexico, Ediciones ERA, Mexico, 167 p.

BEAUMOND (A) -1988- Elite et changement social : l'histoire du groupe de Xalapa et la caféiculture mexicaine -1880-1987, thèse ENSA Montpellier, 348 + 125 p. annexes.

BERNARD (C) -1988- Différenciation des systèmes de production à la périphérie du bassin caféier de Xalapa-Cotepec (VER, Mexique), thèse INA-PG, 269 + 105 p.

DURAND (M) -1987- La tourmente mexicaine. Révolution, miracle et crise, La Brèche, 198 p.

HOFFMANN (O) -1989- De los hacendados a los forestales : manejo del espacio, dominacion y explotacion del bosque en la sierra madre oriental, TRACE, n° 15, pp 31-49. Mexico.

LERIN (F), TUBIANA (L) -1984- Pourquoi le SAM n'a pas réussi : contraintes internationales et financières, Problèmes d'Amérique latine, n° 19.

LUSTIG (N), MARTIN (A) -1985- Descripcion del funcionamiento del sistema CONASUPO, Investigacion economica n° 173, UNAM, Mexico.

SANCHEZ DAZA (A), VARGAS VELAZQUEZ (S) -1986- Debilidad y fortaleza de CONASUPO, El Cotidiano, n° 13, pp. 40-46. Mexico.

COMMENT
NOURRIR
LE MONDE ?

Les politiques alimentaires
face à la libéralisation
des économies et des échanges

Actes du colloque de Paris, 26 - 28 juin 1990

930908

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 37967 ex A

Cote : B

C O L L E C T I O N

20055/3.XII.91

SOLAGRAL
SOLAGRAL Collection

Comment nourrir le monde ?

LES POLITIQUES ALIMENTAIRES
FACE A LA LIBERALISATION DES ECONOMIES ET DES ECHANGES

Actes du colloque de Paris, 26-28 juin 1991

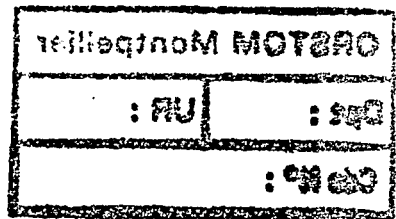
Présentés par : COHEN Corinne
DELORME Hélène
MARLOIE Marcel
ROGER Claude
TEMPLE Agnès
TUBIANA Laurence

SOLAGRAL Collection
BP 5056
34033 - MONTPELLIER CEDEX 1
Tél. : 67 54 03 88
Fax : 67 54 25 27 (c/o IAM)

10 FEV. 1992

ORSTOM

SOLAGRAL Secrétariat national
11, passage Penel
75018 - PARIS
Tél. : (1) 42 51 07 00
Fax : (1) 42 51 18 30



La réalisation de ces actes a été coordonnée par Corinne COHEN

Mise en page : Malika BENADALAH
Maquette de couverture : Christine BOURNE

L'édition de ce document a pu être réalisée grâce au concours
de la Commission des Communautés européennes (DG VIII)

Imprimeur : OFFSET 2000
Espace commercial Lot 49
Montpellier - Fréjorgues
34130 MAUGUIO
Tél. : 67 64 63 64

Fiche bibliographique :

SOLAGRAL. *Comment nourrir le monde ?*
Les politiques alimentaires face à la libéralisation des économies et des échanges. Actes du
colloque, Paris, 26-28 juin, 1990.
Montpellier : SOLAGRAL, 1991.- 738 p.
(SOLAGRAL Collection)

SOLAGRAL, 1991.

Reproduction autorisée avec mention expresse de la source

ISBN : 2-84034-000-3